

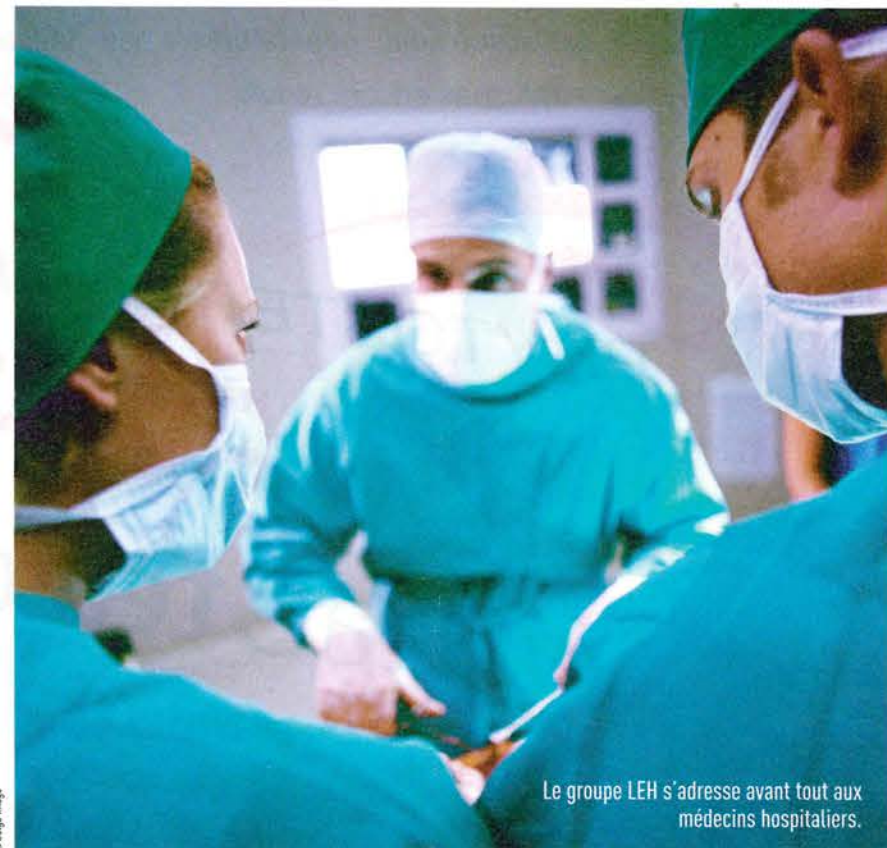
Coup d'œil sur le Groupe *Les Etudes Hospitalières*

Fondée en 1995, la maison d'édition spécialisée *Les Etudes hospitalières* (LEH) s'est rapidement imposée comme le leader francophone incontesté dans l'édition juridique dans le domaine de la santé et de l'accompagnement tant stratégique qu'opérationnel des structures hospitalières. Riche aujourd'hui de plusieurs collections, cette maison bordelaise vient de fêter ses vingt ans d'activité. Coup d'œil sur cette entreprise, son organisation, les principaux axes de son développement et ses plus récentes publications.

L'activité de cette maison d'édition est organisée autour de trois axes.

1. Une activité éditoriale tout d'abord : LEH sont spécialisées dans l'édition d'ouvrages et de périodiques consacrés au droit, au management et à la gestion des établissements hospitaliers.

2. Une activité de formation ensuite : LEH forme professionnellement des acteurs qui veulent se spécialiser dans l'environnement juridique et stratégique des domaines sani-



taire, social et médico-social pour les décideurs hospitaliers.

3. Une activité de conseil : LEH dispose d'un service juridique externalisé pour les établissements de santé qui leur assure une veille permanente sur les actualités du droit hospitalier. LEH Conseil assure les prestations d'infor-

mation et de renseignement, d'audit, d'assistance et d'analyse.

Dans ces trois pôles, le Groupe LEH est innovant, expert, leader et, surtout, indépendant (né d'une ambition familiale, il figure parmi les premiers groupes pluridisciplinaires francophones libres d'attache).

À l'attention du médecin hospitalier

On le voit, chacun d'eux intéresse tout (directeur médical, administrateur, juriste hospitalier, chef de service, médecin hospitalier, etc.) est confronté aux exigences juridiques auxquelles l'activité médicale hospitalière est aujourd'hui forcée de se conformer de plus en plus. Au fil des années, LEH s'est intéressé à l'éthique médicale et à certains points de l'histoire de la médecine. Grâce à un panel d'auteurs de réputation internationale, son catalogue offre un éventail de titres qui sont autant d'outils de haut niveau mis à la disposition des décideurs en matière médicale (médecins-chefs, politiques, juristes, économistes, ...)

Parmi ses offres complémentaires, figure une Bibliothèque numérique de droit de la santé et d'éthique médicale (BNDS), une base de données juridique spécialisée dans l'information médicale et hospitalière (Hopitalex). *Les Etudes Hospitalières* est une maison d'édition que tout professionnel et d'une manière plus large, tout qui doit avoir recours à des publications pointues dans l'interface « Politiques de la santé – Droit de la santé – Histoire de la médecine – Ethique médicale spécialisée » se doit de connaître et de suivre¹.

Dr Philippe Caspar

Notes

1. Groupe LEH, 253-255, Cours du Maréchal-Gallieni, 33.000 Bordeaux, France (www.leh.fr) LEH Editions 00/33/5/56.98.85.79 – LEH Formation (Hélène Bourdet-Clément, Directrice de LEH-Formation : 00/33/5/57.57.03.68).

L'organisation du travail en milieu hospitalier

L'une des caractéristiques de l'hôpital moderne est de se situer à la croisée de plusieurs logiques : une logique médicale (et pour certains d'entre eux, scientifique) de plus en plus complexe et technologique, une logique économique (ce qui signifie non seulement une exigence de rentabilité (ce qui implique en particulier la tenue d'un registre très complet de ses activités en matière de soins, tenu à jour et destiné aux pouvoirs publics subsidiant), mais aussi l'insertion dans le cadre juridique (tant national qu'international) du droit des travailleurs.

Deux ouvrages récents, coulés dans le moule du droit français, seront utiles à tout membre du personnel administratif (médecin ou autre) soucieux d'optimiser le travail à tous les niveaux de son établissement : Jean-Marie Bardot, Jean-Pierre Danos et Sophie Léonforte, *Le temps de travail à l'hôpital. Conduite des stratégies d'optimisation et de négoc-*

ciation pour le personnel non médical. Préface de David Gruson, Bordeaux, LEH Editions, collection « Décideur Santé », 2016 et Elisabeth Fieschi-Bazin, *Contrôle externe en matière d'offre de soins et médico-sociale. Outils juridiques et stratégies de régulation*, Bordeaux, LEH Editions, collection « Décideur Santé », 2016.

Un autre ouvrage d'Elisabeth Fieschi-Bazin mérite une lecture attentive : *Gouvernance en matière d'offre de soins et médico-sociale. Outils juridiques et stratégies de régulation*, LEH Edition, collection « Décideur Santé », 2016. L'ouvrage part d'une analyse du concept de gouvernance, apparu au milieu des années 1990, et désignant une transformation des rapports de pouvoir au



sein du système de santé. « La gouvernance peut être définie comme un processus de coordination d'acteurs, de groupes sociaux et d'institutions en vue d'atteindre les objectifs définis et discutés collectivement. » Dans le champ de la santé, le concept de gouvernance est apparu au début des années 1990, pour répondre à la remise en cause brutale des formes traditionnelles de régulation du système de santé, sous la pression combinée du développement des connaissances techniques, de l'augmentation croissante et de la transformation des besoins en santé, alors que les pressions économiques exercées sur les finances publiques obligeaient les états à contrôler sévèrement les dépenses publiques, et en particulier les dépenses de santé. » L'ouvrage fait le point de manière très documen-

tée sur une réponse d'inspiration néolibérale à une conjoncture inédite dans l'histoire de la médecine, l'omniprésence des examens techniques de plus en plus sophistiqués, son insertion dans la vie économique et une connaissance inégale à ce jour des processus pathologiques et des possibilités thérapeutiques de la maladie et/ou du handicap.

En première et en seconde ligne, l'un des effets positifs de ces débats est de remettre en avant la sémiologie médicale, cet art de l'anamnèse prolongée par un examen clinique rigoureux devenu, il faut le reconnaître, de plus en plus accessoire. Le médecin, en plus d'engager sa responsabilité professionnelle (avec les risques de procès qui en découlent), se doit aussi de gérer toute situation « en bon père de famille » du point de vue des finances publiques.

Dr Ph.C.